

Orientations pour les acteurs du secteur privé

Auteur : Stephanie Gallagher



Introduction

Le secteur privé joue un rôle important dans la fourniture de la planification familiale, en particulier pour les méthodes à courte durée d'action (Campbell et al., 2015). De plus en plus, il doit également jouer un rôle important dans son financement, en partie à cause de la diminution du financement des donateurs et des ressources nationales limitées. Le financement du secteur privé prend la forme de paiements de prestataires d'assurance privés, de subventions de responsabilité sociale des entreprises et de programmes d'employeurs sur le lieu de travail, qui offrent des capitaux en planification familiale ou privés par le biais d'opportunités de financements mixtes. Le financement du secteur privé peut également soutenir les capacités émergentes de fabrication de produits de planification familiale, ce qui peut réduire les coûts par rapport à l'importation de produits.

Pour maximiser pleinement le potentiel du secteur privé à fournir et à financer la planification familiale, un éventail d'acteurs du secteur privé doit être engagé (voir tableau 1). Une fois engagés, ils doivent :

- Organiser et consolider collectivement leur voix et leurs contributions par le biais d'associations professionnelles et de groupes d'entreprises/chambres de commerce pertinents.
- Rechercher activement et s'engager dans la coordination du financement de la planification familiale dirigée par le ministère de la Santé (MS) et le ministère des Finances

(MF) en participant à des groupes de travail techniques et à d'autres forums pertinents.

- Partager les défis et les préoccupations pour aider à créer un environnement politique et réglementaire propice à la croissance et au financement du marché de la fourniture de produits et de services de planification familiale.
- Investir dans la création de la demande et la soutenir, ainsi que favoriser et partager les innovations en matière de technologie contraceptive et de solutions de chaîne d'approvisionnement.

Le but de cette note est de fournir des mesures d'action pratiques que les acteurs du secteur privé peuvent prendre pour améliorer la durabilité du financement de la planification familiale. Les actions proposées sont prévues pour différents contextes nationaux et les mécanismes de financement utilisés.

Comprendre le contexte dans lequel le programme de planification familiale opère

Pour stimuler les investissements du secteur privé et le financement de la planification familiale, les acteurs du secteur privé doivent comprendre le contexte du pays ainsi que les opportunités de s'appuyer sur les mécanismes de financement existants et émergents. La Feuille de Route de Financement de la Planification Familiale peut servir de point de départ pour identifier des approches qui incluent le secteur privé. En outre, les acteurs du secteur privé peuvent consulter le Guide for Identifying Catalytic Investments

Partie prenant clé	Responsabilité	Contribution aux programmes de planification familiale
Prestataires de services privés	Fournir la gamme complète de services et de produits de planification familiale autorisés pour leurs cadres conformément aux politiques et réglementations nationales. Il s'agit notamment des prestataires opérant dans les établissements de santé et les pharmacies.	Accroître l'accès à et l'adoption de la planification familiale chez les femmes en âge de procréer, contribuant ainsi au taux de prévalence de la contraception moderne d'un pays.
Associations professionnelles	Rassembler les prestataires de santé privés pour assurer la sensibilisation aux normes et directives pour des soins de haute qualité, coordonner les possibilités de formation médicale continue et représenter les prestataires de soins de santé privés, en faisant part de leurs préoccupations au gouvernement.	Plaider en faveur de l'engagement des prestataires privés dans la fourniture de services de planification familiale, y compris des opportunités de contractualisation sociale des prestations de services directement avec le gouvernement et de la constitution des agences d'assurance maladie et des payeurs. Possibilité également de plaider en faveur de recevoir des produits de planification familiale gratuits ou subventionnés s'ils desservent des populations vulnérables et difficiles à atteindre.
Partenaires corporatifs	Offrir une gamme d'avantages à leurs employés et s'engager dans une variété de partenariats avec des organisations externes et des gouvernements pour un bénéfice mutuel.	Plaider pour l'inclusion de la planification familiale dans les initiatives de personnel de santé pour les employés. Contribuer à des partenariats public-privé mutuellement bénéfiques, à des initiatives de financement mixte et à des initiatives de responsabilité sociale des entreprises pour soutenir les programmes de planification familiale.
Chaîne d'approvisionnement commerciale, commerce de détail et autres acteurs du marché	Importer et fournir des produits de planification familiale aux établissements de santé, pharmacies et autres points de vente au détail.	Partager les défis et les préoccupations pour aider à créer un environnement politique et réglementaire propice à la croissance et au financement du marché de la fourniture de produits et de services de planification familiale. En outre, investir dans la création de la demande et la soutenir, ainsi que favoriser et partager les innovations en matière de technologie contraceptive et de solutions de chaîne d'approvisionnement.

to Raise Domestic Resources for Family Planning (en anglais). Ce guide se concentre sur les investissements catalytiques pour un plaidoyer ciblé, le développement des capacités, l'amélioration des politiques et réglementations et des solutions de marché qui facilitent la participation du secteur privé au marché de la planification familiale. Ces investissements peuvent potentiellement concerner quatre domaines programmatiques : augmenter la génération de la demande, améliorer la prestation de services, améliorer l'infrastructure

de la chaîne d'approvisionnement et donner la priorité à l'achat d'un large éventail de produits de planification familiale.

D'autres ressources que le secteur privé et les acteurs du marché peuvent consulter pour mieux comprendre le programme de planification familiale dans leur contexte comprennent :

- [Reproductive Health Supplies Coalition, Groupe de travail sur les approches de développement des marchés](#)
- [SEMA Reproductive Health](#)

- Engagement de FP2030 avec les acteurs du secteur privé
- Enquêtes démographiques et de santé (EDS) (en anglais) et Enquête des performances pour l'action (EPA) (pour des données sur les endroits où les femmes recherchent la planification familiale, secteur public par rapport au secteur privé)

Engager les parties prenantes adéquates

Avec une compréhension globale du contexte, les acteurs du secteur privé peuvent ensuite

identifier les principaux décideurs et parties prenantes avec lesquels ils doivent établir des relations plus solides pour faire avancer le programme de financement de la planification familiale (voir tableau 2). En raison de la rotation fréquente des postes clés du personnel, en particulier au sein du gouvernement, les acteurs devront renouer le dialogue avec les nouveaux décideurs et parties prenantes, en présentant à plusieurs reprises les mêmes preuves et cas de plaidoyer pour assurer une collaboration continue.

Tableau 2. Parties prenantes clés et leurs contributions au financement de la planification familiale

Partie prenante clé	Responsabilité	Contribution au financement de la planification familiale
Département de la planification du MS	Élaboration et surveillance du plan stratégique national du secteur de la santé, ses objectifs et le budget.	Plaidoyer pour une inclusion appropriée de la planification familiale dans le budget de la santé.
Département des finances et de l'administration du MS	Gestion, surveillance et rapport budgétaire et des dépenses du MS.	Plaidoyer pour une inclusion appropriée de la planification familiale dans le budget de la santé, en particulier des postes budgétaires spécifiques.
Département du MS en charge de la couverture maladie universelle ou des initiatives de financement de la santé	Développement et/ou renforcement des mécanismes ou réformes de financement de la santé.	Prise de décisions sur l'inclusion de la planification familiale dans les mécanismes ou réformes de financement de la santé.
Département du budget du MF	Établissement et maintien du budget du secteur de la santé.	Approbation et décaissement du budget de la santé, y compris l'allocation à la planification familiale, en particulier la ligne budgétaire pour les contraceptifs.
Commissions sanitaires ou sociales au parlement	Direction de l'élaboration et de l'examen de la législation relative au secteur de la santé, y compris l'approbation du budget du secteur de la santé.	Approbation et plaidoyer pour le budget de la santé, y compris l'allocation à la planification familiale, en particulier la ligne budgétaire pour les contraceptifs et les réformes du financement de la santé qui pourraient inclure la planification familiale.
Dirigeants des gouvernements infranationaux et locaux dans le secteur de la santé	Élaboration et allocation du budget du secteur de la santé au niveau régional/district/comté, en particulier dans les contextes décentralisés.	Répartition du budget de la santé entre les programmes de santé, y compris la planification familiale.
Caisses d'assurance maladie	Sélection des services qui sont couverts dans les ensembles d'avantages et sélection des fournisseurs qui peuvent les offrir.	Envisager l'intégration des services et des produits de planification familiale dans les ensembles de prestations et engager divers cadres de prestataires des secteurs public et privé pour la prestation de services, augmentant ainsi l'accès et la protection contre les risques financiers.

Agir pour faire progresser les stratégies de financement de la planification familiale

Après avoir examiné le contexte du pays, les acteurs de la planification familiale du secteur privé, en collaboration avec les autres parties prenantes mentionnées dans le tableau 1, doivent identifier les solutions de financement les plus réalisables. Les éléments suivants sont des actions pour différents mécanismes de financement, dont certains ou tous peuvent être appropriés en fonction du contexte du pays.

Si les services de planification familiale ne sont pas couverts de manière adéquate dans l'ensemble des prestations du régime national d'assurance maladie :

- S'associer avec des donateurs et des organisations de la société civile (OSC) pour planifier et mener un plaidoyer en faveur de l'inclusion de la planification familiale dans l'ensemble des avantages. Cela peut nécessiter une sensibilisation accrue des principaux décideurs (caisses d'assurance maladie, ministère des Finances et parlementaires) et/ou une pression publique accrue par le biais de campagnes médiatiques.
- Encourager le groupe de travail technique sur la planification familiale du MS à contacter les homologues intergouvernementaux (tels que ceux du MF) pour qu'ils plaident en faveur de l'inclusion des services de planification familiale dans le régime national d'assurance maladie.

S'il n'existe aucun mécanisme permettant au gouvernement de passer des contrats avec des prestataires privés et/ou aux régimes nationaux d'assurance maladie de payer les prestataires privés :

- Rencontrer les défenseurs de la planification familiale, en particulier les OSC, pour élaborer un plan de plaidoyer basé sur [l'approche SMART](#).

- Développer des messages de plaidoyer ciblant différents décideurs clés tels que les agents de santé du gouvernement local et le personnel de budgétisation du MF.
- Compiler des preuves, y compris les besoins totaux en ressources, l'optimisation des ressources et les plans de mise en œuvre, pour soutenir les messages clés.
- Rencontrer les principaux décideurs (tels que ceux des ministères de la Santé et des Finances) et présenter des preuves.
- Établir des partenariats avec les OSC locales et plaider auprès des autorités locales.

Si les produits de planification familiale ne sont pas exonérés de taxes à l'importation :

- Si les fournitures essentielles pour la planification familiale (médicaments, équipements et produits) ne sont pas déjà exonérées des taxes à l'importation, travailler avec les principales parties prenantes, y compris le groupe de travail technique sur la planification familiale du ministère de la Santé, le ministère des Finances et les partenaires de développement qui financent les produits pour plaider en faveur de l'exonération fiscale des produits de planification familiale. Par exemple, élaborer un plan de plaidoyer et des messages ciblés pour les législateurs et le MF afin de souligner les avantages sanitaires et économiques d'un nombre accru d'utilisateurs de la planification familiale.

Si le pays fait face à une transition dans le soutien financier des donateurs :

- Engager les parties prenantes gouvernementales concernées sur les stratégies de segmentation du marché à l'appui du travail effectué par le ministère de la Santé et le ministère des Finances sur les analyses des coûts, de l'espace budgétaire et du déficit de financement (si cela n'est pas déjà fait par le donateur). Les stratégies doivent garantir que les contraceptifs du secteur public gratuits sont disponibles

pour ceux qui en ont le plus besoin et ne dépriment pas les marchés commerciaux en fournissant des produits gratuits aux utilisateurs de la planification familiale qui peuvent se permettre de payer de leur poche ou par le biais d'une assurance privée.

- Présenter les arguments en faveur du développement et de la mise en œuvre d'un [Approche de marché total](#). Utiliser l'[outil de projection de l'approche du marché total](#) (en anglais) et effectuer une analyse de segmentation du marché pour comprendre le potentiel de participation du secteur privé au marché de la planification familiale. Les résultats de l'analyse aideront les parties prenantes à mieux comprendre les opportunités potentielles d'expansion du marché du secteur privé pour les produits et services de planification familiale. L'analyse projettera le coût et le financement disponible pour les produits et services de planification familiale par segments d'utilisateurs et type de prestataire. Ils aideront également les parties prenantes à identifier les distorsions et les lacunes du marché pour informer le développement d'une approche de marché total pour le financement de la planification familiale.
- Au fur et à mesure que la capacité de fabrication nationale augmente, impliquer le ministère de la Santé et les départements de planification et d'approvisionnement et les organismes de réglementation concernés

afin que les acteurs du marché commercial puissent approvisionner les secteurs public et privé, contribuant ainsi à la croissance

Références

Campbell, O. M., L. Benova, D. Macleod, C. Goodman, K. Footman, et al. 2015. "Who, What, Where: An Analysis of Private Sector Family Planning Provision in 57 Low- and Middle-Income Countries." *Tropical Medicine & International Health* 20(12): 1639–56.



Lire la série



Introduction



Orientations pour le personnel du département de la Planification familiale du ministère de la Santé



Orientations pour le personnel du Ministère des Finances



Orientations aux législateurs des commissions du secteur de la santé ou du secteur social au Parlement



Orientations pour les acteurs du secteur privé



Orientations pour les organisations de la société civile



Guide pour les agences publiques nationales d'assurance maladie



Guide pour le personnel travaillant dans les départements de santé locaux

Health Policy Plus

1331 Pennsylvania Ave NW, Suite 600

Washington, DC 20004

www.healthpolicyplus.com

policyinfo@thepalladiumgroup.com

Health Policy Plus (HP+) est un accord coopératif de sept ans financé par l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) dans le cadre de l'Accord n° AID-OAA-A-15-00051, qui a pris effet le 28 août 2015. HP+ est mis en œuvre par Palladium, en collaboration avec Avenir Health, Futures Group Global Outreach, Plan International USA, Population Reference Bureau, RTI International, ThinkWell et l'Alliance du Ruban Blanc pour une Maternité Sans Risque.

Cette publication a été préparée pour revue par l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID). Elle a été préparée par HP+. Les informations fournies dans ce document ne sont pas des informations officielles du Gouvernement des États-Unis et ne reflètent pas nécessairement les points de vue ou les positions de l'Agence des États-Unis pour le Développement International ou du Gouvernement des États-Unis.